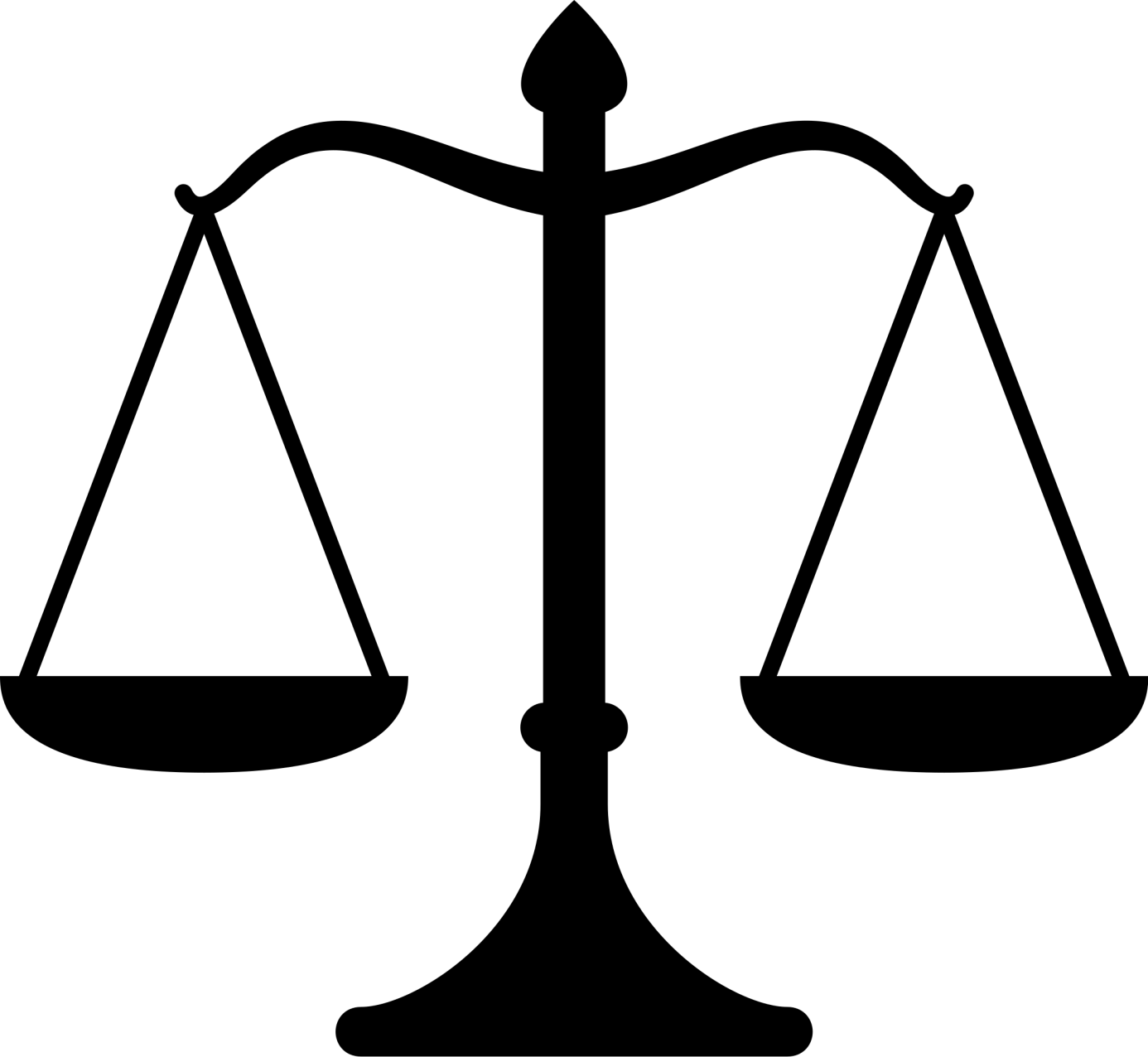
**République Démocratique du Congo**

**UNIVERSITE CATHOLIQUE DU CONGO**

****



**FACULTE DE DROIT**

B.P. : 1534

KINSHASA/LIMETE

**DE LA REPRESSION DES INFRACTIONS ET SANCTIONS EN MATIERE DES PRIX ET DE CONCURRENCE EN DROIT POSITIF CONGOLAIS**

**Par:**

**MUZOLA NSIMBA Noëlla**

***Diplômée d’Etat***

Travail de fin de cycle présenté

en vue de l’obtention du grade de Licencié en Droit.

**Option : Droit Economique et Social**

**Directeur : Prof. Clément FIYUNGU**

**Année académique 2024-2025**

EPIGRAPHE

«  C’est la concurrence qui met un prix juste aux marchandises et qui établit les vrais rapport entre elles »[[1]](#footnote-1).

Montesquieu

IN MEMORIAM

A la mémoire du Pasteur TSOUNGA BERTRAND, décédé le 10 avril 2024. Quoique vous soyez parti, votre souvenir reste à jamais dans nos cœurs. Votre vie terrestre continue de nous illuminer.

Reposez-vous en paix. Nous ne vous oublierons jamais.

DEDICACE

A notre père Frederick BAKULUBAKISA, fondement de sagesse et de ténacité et à notre mère Colette BASAFULA qui nous accompagne jour après jour avec son amour et ses prières, vous qui nous aviez insufflé la force de poursuivre nos rêves malgré les embuches et avez soutenu financièrement nos 17 années d’études.

A notre beau-frère Erick MAVIVI dont l’appui et la présence ont toujours été précieux. A notre grande sœur Candide MUZOLA, un exemple de force et de bienveillance.

A notre ainé Ethberg MUZOLA qui est à la fois un protecteur et une source d’inspiration.

A notre jumeau Noel MUZOLA, reflet de nous-même, soutien discret mais inébranlable. A notre sœur cadette Fredine MUZOLA, source de lumière et d’innocence.

A notre fille Damaris MAVIVI pour la joie qu’elle ne cesse de nous apporter.

A notre sœur Priscille TATY, confidente de cœur.

A notre amie, notre sœur Parfaite SAVU pour sa présence et son soutien.

A Emmanuel WOTO ami et complice et Gédéon Jules OKITO, qui ont toujours été dans des moments cruciaux.

Je vous dédie ce travail !

REMERCIEMENTS

Grace soit rendue au Maitre, le Dieu tout puissant, qui nous a permis d’atteindre l’achèvement de notre cycle de licence.

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont assistée au cours de cette longue marche depuis notre jeune enfance jusqu’aujourd’hui.

Nous souhaitons exprimer notre gratitude particulièrement et témoigner toute notre appréciation au professeur Clément FIYUNGU OLEKO, Directeur de ce travail, pour sa confiance, sa disponibilité, ses conseils avisés et son exigence qui ont permis l’aboutissement de ce Travail de fin de cycle. Sa rigueur intellectuelle et méthodologique a largement contribué à l’enrichissement de cette recherche.

Nous nous en voudrions si nous omettions sur cette page Machly MANGANGA, Abraham NGUMA, Simplice KUVUYUKA, Dirack ILLUNGA, Abicheck ONGWATUBU, Gauthier KELE, Exaucé MALASA, Tony NDOLO, Grâce MAMPUYA, Fonde MAMPUYA, David MUKANYA Junior KAYEMBE, qui ont contribué de façon significative pour la réalisation de ce travail.

Nos remerciements s’adressent à nos compagnons de la promotion, notamment : Bertrand VANDA, Yann MPUTU, Voldi NDJOLI, pour toute la solidarité qui nous a animés durant notre formation ainsi que pour les riches échanges scientifiques que nous avons pu avoir.

Enfin, que tous ceux qui, de quelque manière que ce soit, ont contribué à la réalisation de ce travail, trouvent ici l’expression de notre profonde gratitude.

SIGLES ET ABREVIATIONNS.

ART  : Article.

CAB/ ECONAT  : Cabinet Economie Nationale.

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale.

COMESA : Marché commun de l’Afrique oriental et austral.

DUDA  : Déclaration Universelle des Droit de l’Homme.

EN  : Economie Nationale.

FC : Franc Congolais.

JORDC  : Journal officiel de la République Démocratique du Congo

JOZ  : Journal officiel de la République du Zaïre

N°  : Numéro.

OMS  : Organisation Mondiale de la Sante.

Préc.  : Précité

RDC  : République Démocratique du Congo.

# INTRODUCTION

## POSITION DU PROBLEME

**1.1** Etat de la question

La République Démocratique du Congo connaît ces dernières décennies un engouement des activités économiques. Ceci se justifie par le fait que tout le monde veut exercer les activités commerciales. Ce qui est normal car la Constitution de la RDC garantit les droits économiques, sociaux et culturels[[2]](#footnote-2) en encourageant et en veillant à la sécurité des investissements privés, nationaux et étrangers. Cette assurance concerne le droit à l’initiative privée tant pour les citoyens nationaux que pour les étrangers. Elle favorise l’engagement dans le petit commerce, l’art et l’artisanat par les Congolais tout en s’assurant de la préservation et de la valorisation des compétences et savoir-faire nationaux dans ce secteur[[3]](#footnote-3).

En favorisant ces droits individuels, on devrait s’assurer que cela s’exerce dans les meilleures conditions possibles qui s’inscrivent dans la protection de l’opérateur économique et surtout du consommateur qui est des fois exposé aux multiples abus. Parmi ces conditions, nous retrouvons la concurrence sur le marché.

*« De la répression des infractions et sanctions en matière de prix et de concurrence en droit congolais »*, à la conception de notre travail, la première démarche était celle de savoir la position de certains auteurs et/ou doctrinaires par rapport à la question de protection des consommateurs.

Nous pouvons citer les auteurs tels que MASAMBA MAKELA Jr. et GRYNFOGEL.

Pour le Professeur MASAMBA MAKELA, dans son ouvrage « La protection des consommateurs en droit zaïrois », deux réflexions viennent immédiatement à l'esprit. La première est optimiste. Elle consiste à voir dans les techniques examinées le point de départ d'un droit nouveau, cohérent et autonome : le droit de la consommation. La seconde relève du pessimisme. Elle s'appuie sur l’idée que l’élaboration d'un droit de la consommation se heurterait à l’hétérogénéité des règles et des mécanismes utiles à la protection des consommateurs. De ce fait, ce droit serait dépourvu d'autonomie, de cohérence et d'efficacité.[[4]](#footnote-4)

Quant au professeur GRYNFOGEL, dans son ouvrage « Droit communautaire de la concurrence », précise que la concurrence désigne « une situation, un état de rivalité, et la compétition est l'expression de cette rivalité, la lutte (...)»[[5]](#footnote-5). L’égalité des chances garantie à chaque opérateur économique dans la compétition, notamment par l’interdiction des aides d'Etat, cherche à établir et à maintenir une concurrence effective entre eux en agissant sur les structures du marché pour en assurer le fonctionnement concurrentiel. En outre, il permet la détection et la répression des ententes et abus de position dominante restrictifs de concurrence, de même qu'il organise le contrôle de la concentration économique anticoncurrentielle. Loin d'encourager le libéralisme à travers ses excès, les objectifs ainsi poursuivis favorisent la protection des consommateurs contre les entreprises abusant de leur pouvoir de marché, ou contre les États maintenant artificiellement sur le marché des entreprises non viables avec l'argent des contribuables[[6]](#footnote-6).

### 1.2 Problématique

Françoise Bayard, Patrick Fidenson et Albert Rigaudière disaient ‘*’Au commencement était la concurrence’’* dans leur œuvre collective intitulée **‘**Genèse des marchés’.

Cette phrase, tirée du premier verset de la Bible, remonte l’histoire de la concurrence dès l’apparition de l’homme sur la terre car ce dernier était confronté à la problématique du choix qui consiste toujours à opter pour une chose et laisser une autre. Cela ne fut pas clair en ce sens que le marché dont il est question aujourd’hui est un marché qui confronte les opérateurs économiques dans leur domaine à leurs semblables et les demandeurs en tant que consommateurs des biens et services entre eux.

Chaque individu a le droit de vivre et de s’épanouir. Ce droit est affirmé, appuyé, et championné en République Démocratique du Congo par la ratification de la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme, souvent abrégée DUDH. Pour mener une vie convenable, il est nécessaire de se nourrir, de se loger, de s’habiller, de se divertir et de travailler, ceci permettant un épanouissement aussi bien physique que moral et intellectuel. La DUDH stipule clairement que chaque individu a droit à une qualité de vie suffisante pour garantir sa santé, son bien-être et celui de sa famille, y compris en matière de logement, de soins de santé et de services sociaux nécessaires…[[7]](#footnote-7), ceci est une approche holistique des opérations qui s’effectuent permettant à l’homme de vivre. Mais cela comprend des matières bien précises qui font vivre ces opérations dont l’économie et ses contours dans un pas.

Depuis le passage de *’’l’État gendarme’’* à *’’l’État providence’’* , passage influé par le libéralisme économique de John LOCK et les autres, lequel courant sera par la suite contrecarré par les idées de Karl MARX et John Maynard KEYNES, les puissances publiques interviennent de deux manières dans l’économie ; tantôt de manière directe en créant leurs propres entreprises là où les particuliers ne seraient pas en mesure (État opérateur économique, tantôt de manière indirecte en édictant (vaut mieux en légiférant) des règles ou des normes juridiques devant réguler les affaires économiques (État régulateur de l’économie).

En RDC, de nombreuses législations ont réglementé le domaine économique particulièrement le commerce. Ce qui suppose un certain avancement sur les questions telles celles liées aux prix des produits sur le marché, une matière régie par la législation de 1944. Une législation selon laquelle le prix du bien devait être la résultante de toutes les dépenses effectuées en ajoutant la mare bénéficiaire probable. Ce qui revient à dire que l’opérateur économique fixait le cout total ou le prix de commercialisation d’un produit ou d’un service en tenant compte de l’ensemble des sommes dépensées en y incorporant une marge bénéficiaire ; et cela, en vue de lui éviter de commettre des abus par la fixation des prix anormaux. Cela implique le régime de la libéralisation des prix qui était le système instauré et appliqué avant l’indépendance.

Après l’indépendance, la régulation des prix en République démocratique du Congo a pris une autre orientation par le décret – loi du 20 mars 1961 dans sa version modifiée et enrichie par l’Ordonnance – loi N°83-026 du 12 septembre 1983 relative aux prix, le législateur congolais a mis en place une législation basée sur, d’abord, l’intervention de l’Etat ; et puis sur le système libéral d’homologation, pour enfin rentrer dans l’ancien système du libéralisme modéré par la loi organique n° 18–020 du 09 juillet 2018 concernant la liberté des prix et à la concurrence. Comprenant les enjeux économiques tablant sur le fait que la détermination de prix s’assoit sur les ingrédients « offre et demande », l’Etat congolais a conçu sa politique économique sur le besoin du moment. Le libéralisme économique s’inscrit dans étant l’un des principes de l’Etat de droit qu’est la République Démocratique du Congo.

Ainsi, il y’a lieu de nous poser les questions suivantes :

* Est-ce qu’en déclarant se lancer sur un système libéral dans la fixation de prix, les dispositions légales actuelles se rapportent réellement à la théorie du libéralisme ?
* Est-ce que le libéralisme facilite-t-il la tâche au pouvoir public le contrôle de l’application de la loi N°18-020 du 9 juillet 2018 concernant la liberté des prix et la concurrence ?
* Quelles mesures prendre en compte pour rendre effective et efficace la répression des infractions commises dans le cadre de la fixation des prix et de la concurrence ?

### Hypothèses

En examinant la loi N°18-020 du 9 juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence que le législateur Congolais a déjà instauré une gamme de dispositions pour la régulation du secteur économique concernant les prix des objets divers. Cette loi prône le libéralisme dans la fixation des prix en réduisant en même temps très sensiblement le cadre. Ainsi, les opérateurs économiques sont soumis à beaucoup de conditions qui seraient à la base de multiples spéculations.

Dès lors que le commerce, mieux, dans le contexte de l’expansion de l’activité économique, il serait judicieux d’envisager la mise en place ou du moins le renforcement des mécanismes de protection des consommateurs face à des actions préjudiciables à leur intégrité physique et financière. Il serait donc de sauvegarder et de défendre leurs droits. Le libéralisme est une décision prise par l’arrêté du 1er juin 1981 mise en œuvre du décret-loi du 20 mars 196. Selon cet arrêté, les prix des produits et services sont fixés par les opérateurs économiques qui en font l’offre. Par ailleurs, plus le champ d’application de du libéralisme s’agrandit, moins le pouvoir public intervient en cas d’abus ou infractions.

L’Etat en tant que pouvoir public dans un pays, il lui est reconnu d’arrêter des mesures dans tous les secteurs de la vie de sa population. Il revient donc à l’Etat congolais d’analyser ces insuffisances en matière des prix et de la concurrence en abrogeant notamment des règles devenues désuètes et d’élaborer d’autres sur-mesure et améliorer le contrôle. Ainsi, la manière de fixer les prix sera modérée, suivant les normes établies et en restant dans la concurrence loyale.

**2.** CADRE THEORIQUE DE LA RECHERCHE

Le présent travail s’inscrit dans le cadre du cours du droit économique qui est un droit apparu vers les années 1980 comme une émanation du droit des affaires. C'est une nouvelle approche du droit, liée à la prise à la répression par l'État de l'économie. Ce droit cherche à réglementer les institutions chargées de l'organisation économique globale, il ne s'intéresse pas aux sociétés mais au marché[[8]](#footnote-8).

**3.** Choix et intérêt du sujet

L’élaboration d’un travail de fin d’études est une obligation imposée à chaque diplômé de licence en droit des Universités de la République Démocratique du Congo. C’est dans ce cadre que s’inscrit le présent travail.

L’intérêt de ce sujet découle des cris d’alarme que l’on reçoit quotidiennement sur la situation des prix au marché. Ainsi, l’intérêt de ce travail se situe sous deux aspects, à savoir : théorique et pratique.

### 3.1. Sur le plan théorique

Ce travail constitue une contribution scientifique tendant à démontrer l’insuffisance des règles couvrant le domaine de la répression des infractions commises dans le cadre de la fixation de prix. Il est temps que la législation congolaise s’inspire des règles internationales en la matière. Ainsi, ce travail se propose de présenter ces règles en mettant l’accent sur les différents points essentiels.

### 3.2. Sur le plan pratique

Il est important de relever que, sous l’empire de l’actuelle loi concernant la liberté des prix et à la concurrence, la fixation des prix ne tient pas compte de la particularité de la matière. D’où, il est question de voir dans la pratique la manière dont les choses se passent.

### 4. Méthodes et techniques de recherche

4.1. Méthodes

La méthode est considérée comme l’ensemble des processus cognitifs par lesquels une discipline s’efforce de découvrir, démontrer et valider les vérités qu’elle poursuit. Cette recherche se concentre sur trois approches :

* L’approche exégétique qui s’attache à découvrir l’intention du législateur lors de la rédaction des textes. Elle nous offre la possibilité d’identifier les sources des problèmes juridiques et abus rencontres dans la pratique de la règlementation des prix sur le marché artisanal particulièrement.
* L’approche comparative nous permet de comparer la législation congolaise en la matière à d’autres législations.
* L’approche sociologique nous permet de voir la recevabilité de ces règles dans la société. Elle est l’autre reflet de l’adage *« Ubi jus, ibi societas ».*

### 4.2 Techniques

En plus de ces trois approches, nous allons utiliser la technique documentaire qui nous aidera à faire usage de plusieurs documents, ouvrages, articles, sites internet relatifs à notre thème. Aussi, nous ferons appel à l’approche d’interview qui est une technique dynamique, autorisant tout chercheur à recueillir des renseignements auprès de sujets pour soutenir les méthodes précédemment listées.

### 5. Délimitation du sujet

Ce travail, est délimité dans le temps et dans l’espace.

La délimitation dans l’espace suppose que notre champ d’action est le territoire de la République Démocratique du Congo.

Par contre, dans le temps, la période qui est prise en compte est celle qui va de 2018 à nos jours.

**6. Subdivision**

Notre recherche se subdivise en deux chapitres, ayant chacun deux sections, et chaque section ayant deux paragraphes.

Si le premier chapitre s’occupe de la réglementation de prix et de la concurrence en droit positif congolais, le second chapitre s’attelle à l’efficacité de cette régulation à travers la répression des infractions et des sanctions. Ceci dans le but de garantir l’application des dispositions du droit positif congolais en la matière.

# 

# Chapitre 1er : LA REGLEMENTATION DE PRIX ET DE LA CONCURRENCE EN DROIT CONGOLAIS

Après des nombreuses recherches, nous remarquons que les consommateurs sont touchés par diverses maladies qui minent notre société. Il est donc essentiel de les mettre à l’abri. Voici notre principale préoccupation dans cette recherche : Les dispositifs juridiques de protection des consommateurs Droit de la République Démocratique du Congo.

Le prix étant un élément très important dans la vie commerciale d’un pays, l’Etat congolais s’est arrangé pour réglementer ce domaine en vue de faciliter la vie aux consommateurs qui sont censés faire face à l’exposition régulière des abus.

Tout d’abord, la RDC, est passée du régime de la règlementation à la libéralisation des prix sur tout le marché, ce qui fait même l’objet de nos recherches mais dans un domaine particulier qui touche les objets artisanaux sur ce nouveau régime. Retenons que la réglementation des prix sur le marché est un exercice de l’Etat qui intervenait dans le domaine économique. L’intervention du gouvernement dans l’économie se manifeste de deux manières : L’entreprenariat et la régulation[[9]](#footnote-9).

Le système de contrôle des prix, qui implique souvent des interactions complexes avec les décisions du gouvernement, pourrait, dans certaines circonstances, qualifier toute intervention publique comme étant indirecte économique[[10]](#footnote-10).

## Section 1 : Des règles applicables à la fixation de prix

Le prix peut être compris comme une somme d’argent réclamée, proposée ou obtenue en échange de la fourniture d’un bien ou d’une prestation de service. Ne le confondons pas à ce niveau avec le coût. Si le prix fait référence au coût, il sera compris comme : « une mesure monétaire qui facilite la comparaison des valeurs des biens et des services. On applique ce terme aussi dans les transactions d’une entreprise avec l’extérieur : prix d’achat, prix de vente. Un prix implique une notion de résultat »[[11]](#footnote-11).

La fixation du prix quant à elle, elle se présente comme le fait de déterminer par un montant quelconque (cette somme d’argent), la valeur marchande d’un bien ou d’un service. En effet, c’est la définition du cout à payer pour s’acquérir d’un bien ou d’un service en matière économique. En droit civil par exemple, c’est les parties qui fixent le montant du prix de leur contrat[[12]](#footnote-12).

Les principes de base sont invités pour procéder à la fixation des prix en RDC : le facteur de la conjoncture du marché, qui est un facteur économique très imposant et le facteur juridique qui résulte la politique économique de l’Etat, s’exprimant par une réglementation[[13]](#footnote-13). Ceci se conformant aux caractères obligatoires que doit comporter le prix notamment :

* Le prix doit être déterminé

Le prix fixé doit être déterminé, ceci s’explique du fait que pour fixer le prix, un certain nombre de facteurs doit y répondre. Le code civil congolais livre III renseigne en son art 272 qu’il appartient aux parties de fixer et de designer le prix de la vente[[14]](#footnote-14).

Le prix est établi par les parties après négociation (prix consensuel), soit par le vendeur en accord avec l’acheteur, ou dans le cas d’une vente aux enchères, détermine par le vendeur[[15]](#footnote-15).

Cependant, même si le montant doit être fixe a un certain niveau monétaire, il n’est pas impératif qu’il soit spécifie dans le contrat. Il suffit qu’il puisse être déterminé en se basant sur les éléments du contrat, sans être soumis à ma volonté des parties. Il est donc possible de déterminer le prix de vente basé sur le cout6prix du marché) ou sur le prix déclaré, qui peut fluctuer en fonction de l’index du marché, ou encore que la détermination du prix peut-être laissé à la décision d’un tiers. Si le tiers refuse de procéder à l’estimation, il n’y a pas de transaction (Art 273 du code civil congolais livre III)[[16]](#footnote-16).

* Le prix doit être réel ou sérieux

Du caractère réel, le contrat d’achat implique que l’acheteur paie le prix de l’objet. Ainsi, si lors de la finalisation du contrat de vente les parties décident que l’acheteur ne paiera pas le prix, il n’existe pas de prix et par conséquent, aucune vente n’a lieu, étant donné qu’aucune contrepartie n’est donnée par l’acquéreur en échange du transfert de propriété suite à la vente. On pourrait affirmer que le vendeur, lors de la transaction, n’a pas l’intention de demander le prix et, par conséquent, il n’y a pas eu de vente entre les parties[[17]](#footnote-17).

### § 1 : De la règlementation du régime antérieur à 2018

Pour la petite histoire de la règlementation en RDC, tout consommateur avait besoin de connaitre le prix du bien dont il veut se disposer de la part du commerçant ; cet aspect s’avère alors indispensable dans la vie économique d’un pays[[18]](#footnote-18). Et ce, le début d’une réglementation sur les prix pour éviter tout abus sur le consommateur.

Pour garder le pouvoir d’achat du consommateur sur le commerçant, le législateur colonial a jugé bon de réglementer la matière de la fixation des prix. Ce qui veut dire qu’avant même l’accession de la RDC à l’indépendance, le prix était déjà légiféré en son sein[[19]](#footnote-19). Nous avons la législation de 1944 sur le prix, celle-ci obligeait à tout commerçant de fixer le prix de son bien ou de son service en faisant le calcul de toutes les dépenses déjà engagées et celles à engager en y mettant un pourcentage limité par la loi, ce pourcentage qui représenterait la marge bénéficiaire. Cette pratique trouvait son objectivité sur le fait que le commerçant, cherchant le gain, peut en abuser et faire souffrir le consommateur.

Malgré ça, le système de la fixation des prix était libéral, et c’est par après que le législateur va mettre en place un système d’homologation (1961)[[20]](#footnote-20). Une législation qui se verra être modifiée et complétée par l’ordonnance-loi de 1983 modifiant et complétant certains articles du décret-loi de 1961.

#### DE L’HOMOLOGATION DU PRIX

Le prix, étant le principal critère d’un commerce équitable, il ne suffit pas seulement qu’il soit fixé, mais encore faut-il qu’il soit renforcé par des normes mises en place, car le renforcement de l’organisation du prix constitue un critère aussi majeur du commerce équitable[[21]](#footnote-21). La raison d’être même du décret-loi du 20 Mars 1961. Ce déséquilibre économique a fait que tous les produits vendus sur le marché fassent concernant une approbation prenable par le décret avant la publication de l’ordonnance n° 67/294 du 27 juillet 1967 sur le gel des prix. En vérité, cette ordonnance ne les avait pas empêchés. Cela a conduit le Ministre a établir les marges de profit applicables au niveau de la vente en gros et en détail pour tous les produits commercialisés au Zaïre par l’ordonnance EN/023 du 20 décembre 1969[[22]](#footnote-22).

Globalement, le période allant de 1960 à 1968 a été marquée par une politique de fixation des prix ; cette approche était dispensable en raison des défis économiques rencontrés alors des premières années suivant l’indépendance. De 1968 à 1972, in environnement économique et une ambiance sociale positive ont permis de relâcher la politique des prix, à l’exception de certains articles. Globalement, le producteur et le distributeur ont retrouvé leur autonomie en matière de fixation des prix, à condition de respecter les dispositions qui définissent les méthodes de calcul des couts t des marges. Entre 1972 et 1973, la détérioration de l’économie peut être attribue à une rareté des produits de consommation, une prédominance du marché noir et une flambée vertigineuse des prix. La politique tarifaire redevient autocratique, mais l’intervention des «  surveillants des prix », suivie de celle de la « commission des prix », se révèle peu fructueuse ; tout comme le gel des prix instauré par le bureau politique du Mouvement Populaire pour la Révolution (1973) ; cette action semble avoir échoué[[23]](#footnote-23). Mais à partir de 1966, l’économie du pays tenta de se relever. Le quadruplement des prix du pétrole, fin 1973 qui a permis au pays d’avoir accès au marché financier international[[24]](#footnote-24).

Bref, le lendemain de l’indépendance n’a été que cauchemardesque, puisque le pays connaitra une période très troublante avec des guerres et des sécessions. Plusieurs causes ont fait que le prix soit réglementé au Zaïre, actuellement la République Démocratique du Congo, tout comme dans d’autres pays, selon les recherches faites. Naitre dans le système de la liberté des prix, passant par celui de l’homologation et aujourd’hui retournant au système de la liberté des prix, ça sent un bon nombre des législations en matière des prix en RDC.

### §2 De la réglementation du prix après la loi de 2018

L’Etat congolais, constatant que ce système d’homologation ne correspondait plus aux exigences d’une économie nationale forte, décida de rentrer dans le système libéral avec l’ordonnance-loi du 12 Septembre 1983.

En effet, en République Démocratique du Congo, l’exercice de fixer les prix des biens revient aujourd’hui aux personnes qui les mettent en vente en vertu de la loi-organique n° 18/020 du 09 Juillet 2018 concernant la liberté des prix et à la concurrence déloyale dans son art.4. Et pourtant, cette liberté n’a rien d’absolu si ce n’est par principe, car les lois et les règlements qui ont reçu de la constitution la charge d’en fixer les modalités pratiques, prévoient la quantité de limitations essentiellement en cas des incapacités, des incompatibles et des déchéances[[25]](#footnote-25).

Alors qu’avant cette loi, le prix au Congo était une matière plusieurs fois traitée par le décret-loi du 20 Mars 1961, qui a été modifié et enrichi par l’ordonnance-loi 83-026 du 12 Septembre 1983 stipule que des ajustements sont nécessaires concernant les dispositions relatives aux, spécifiquement sur la transparence et l’intégrité, en fonction de l’évolution institutionnelle du pays. Mais dans ce texte des lois sus-évoqués, le prix demeure un instrument de l’émergence du commerce dans la vie de nos sociétés actuelles.

## Section 2 : Du principe de la concurrence en droit congolais

Depuis les temps anciens, la relation entre professionnels du secteur économique qui fournissent les biens et les services aux consommateurs n’a toujours pas été saine, suite à des pratiques souvent dolosives des uns au détriment des autres opérateurs économiques. Pour garder un climat d’affaires propre et favorable à l’économie, les pays en général, la RDC en particulier, se voit dans l’obligation d’instaurer un certain nombre de normes comme certain secteur pour maintenir un bon climat de marché.

Cependant, cette relation n’est pas réciproque : le professionnel, étant qualifié et possédant des informations, détient généralement une position financière avantageuse qui lui permet d’imposer se conditions au consommateur. Cela explique pourquoi les professionnels détiennent une position dominante par rapport aux consommateurs.

Raison pour laquelle cette loi est venue pour défaire les manœuvres montées par les professionnels du commerce en instituant que les prix des biens et des services soient déterminés librement par ceux qui proposent l’offre. Ils ne nécessitent pas d’approbation préalable, mais une fois fixés, ils doivent être signalés avec un dossier associé au ministère responsable de l’économie nationale pour un contrôle ultérieur[[26]](#footnote-26). Dans un sens plus démocratique cela parait très juste et admissible. Mais il ne suffit pas que la loi se limite à ce niveau sinon les abus seront au rendez-vous.

### §1 De la concurrence selon l’ordonnance-loi 1950

L’ordonnance-loi numéro 41-63 du 24 février 1950 concernant à la concurrence déloyale. Cette ordonnance-loi résume la matière de concurrence en République Démocratique de Congo.

En République Démocratique du Congo, la concurrence en matière économique est la rivalité entre plusieurs agents économiques pour acquérir des parts de marché, en vendant des biens et des services identiques ou similaires. Elle est donc une compétition entre les commerçants ou les agents économiques pour capter la demande émanant des consommateurs.

On retient sur cette définition, que la concurrence consiste pour ses acteurs de se mettre dans une compétition économique, visant tous le même intérêt ou le même but qui ; le plus souvent est celui de gagner plus de demandeurs. Ce sens qui conçoit la concurrence comme une rivalité, une compétition ou un affrontement, est secondaire. Le sens primaire, selon l’outil de lexicographie du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales[[27]](#footnote-27). Ce premier sens considère la concurrence comme le ‘’fait d’être ensemble, d’agir de manière conjointe, à égalité dans la poursuite d’un même but’’. Bien que cette définition mette aussi en exergue le but commun, elle est dépourvue de l’idée de l’opposition. On peut comprendre que ce premier sens tienne entièrement compte de l’étymologie du mot concurrence, tiré du verbe latin ***conjure*** qui, en latin classique, insiste sur le rassemblement, la convergence, la rencontre…[[28]](#footnote-28)

La concurrence étant une matière très exigeante, elle est parfois régie par différentes lois qui cherchent toutes l’uniformité de la règle sur le marché économique. En France par exemple, où il y’a eu :

* Le décret d’Allard ; des 2-17 mars 1791 qui instituait le délit de coalition et posait le concept de la liberté dans le commerce et l’industrie ;
* L’ordonnance du 4 décembre 1836 qui déclarait que « tous les marchés au nom du chef de l’Etat seront faits avec concurrence et publication »…

Ces textes trouvent sans doute leur fondement sur l’idée d’une économie au marché plus concurrentiel, celle de l’assurance, la transparence, de la régularité et de la loyauté des prix, tout autant que la lutte contre les pratiques restrictives et l’augmentation illégale des prix[[29]](#footnote-29). Il est nécessaire que l’Etat n’abandonne pas toute possibilité d’intervenir sur les marchés[[30]](#footnote-30).

### §2 De la concurrence selon la loi de 2018

Les seules bases qui fondent la démocratie sont le respect de l’homme comme être humain : l’option privilégiée étant celle d’un homme à qui est reconnu la capacité et le droit à l’initiative, à la libre entreprise…[[31]](#footnote-31) , ceci s’inscrit notamment dans l’aspect d’une liberté de fixer les prix des objets mis en vente garantit par la loi et reconnue exclusivement aux personnes qui sont auteurs de cette mise en vente. Mais dans cette optique, le pouvoir public intervient d’une manière ou d’une autre pour déterminer le cadre d’action à ces commerçants qui fixent librement les prix de leurs objets.

Cette façon ne va pas nous étonner que l’Etat garantisse une certaine liberté à ses gouvernés puis la restreindre tout petit peu. Car dans sa mission de réguler la vie en société, la puissance publique se voit dans l’obligation de protéger les faibles qui, à force de garantir certaines libertés peuvent se transformer en proie devant les forts. Il doit se placer dans le socialisme en liberté, tel est notre choix fondamental, ni trop d’Etat, ni trop peu d’Etat, mais un Etat efficace, juste et responsable[[32]](#footnote-32).

L’indépendance tarifaire confère à tout individu menant une activité économique ou commerciale le pouvoir de déterminer le out de son produit ou service, conformément aux dispositions légales[[33]](#footnote-33).

Nous pouvons en ce sens distinguer les conditions de forme et de fond dans l’exercice de la fixation des prix par les commerçants.

1. Conditions de forme

L’article 6 de la loi de 2018 sur le prix et la concurrence, détermine les conditions de forme pour que le prix soit fixé. Le commerçant est libre de fixer le prix de son produit ou son service mais il doit en informer le ministère de l’économie nationale de l’effectivité de son action de fixation du prix afin que le ministère procède au contrôle *a posteriori.*

1. Conditions de fond

Les conditions de fond, telles qu’énumérées dans l’Arrêté Ministériel n° 034/CAB/ECONAT/JKN/2018 mise en application de la loi organique 18-020 du 09 juillet 2018 concernant la liberté des prix et à la concurrence, sont surtout sur le calcul des prix selon que le produit est industriel, agricole ou artisanal. Hors taxes ou pas…

Dans tous les cas, cet exercice personnel et unilatéral qui consiste pour la personne qui fait l’offre d’un bien ou d’un service d’en fixer le prix, peut finir par un autre prix outre que celui qu’il a fixé selon qu’il s’agit d’une discussion avec l’acheteur. En cas d’attente, ce prix fixé, par lequel l’acheteur se procure du bien ou du service est appelé le prix consensuel.

Parlant de la loyauté, ça doit toujours se sentir dans le prix fixé par le l’opérateur économique. L’Etat, tout ce qu’il refuse c’est les abus sur les consommateurs, sur le, fait que le commerçant fixe le prix au-delà de ce qu’il fallait ou alors en dessous pour gagner plus de clients que les autres commerçants autour. Ces pratiques d’anti concurrence sont les causes de l’intervention restrictive de l’Etat en la matière, car tout ce qu’il a à faire, c’est de protéger sa population.

Alors dans ce cas, il fixe seul les prix des produits et des services en faveur de l’équilibre économique entre la valeur du produit ou du service et le prix. En vertu de l’art.8 de la loi organique n°18/020 du 09 juillet 2018 concernant la liberté des prix et à la concurrence, cette règle de fixation des prix par ceux qui en font l’offre se déroge dans les hydrocarbures et des transports publics, l’électricité et l’eau.

#### NOTIONS

Françoise Bayard, Patric Fidenson et Albert Rigaudière disaient : « au commencement était la concurrence*»* dans leur œuvre collective intitulé «  Genèse des marchés »[[34]](#footnote-34).

Cette phrase, tirée du premier verset de la Bible, remonte l’histoire de la concurrence dès l’apparition de l’homme sur la terre, car ce dernier était confronté à la problématique du choix qui consiste toujours à opter pour une chose et laisser une autre. Cela ne fut pas clair en ce sens que le marché dont il est question aujourd’hui, est un marché qui confronte les opérateurs économiques dans leur domaine à leurs semblables et les demandeurs en tant que consommateurs des biens et des services entre eux.

La concurrence est définie comme la structure d’un marché caractérisé par une confrontation libre d’un grand nombre de gens qui font l’offre et de ceux qui en font la demande, dans tout domaine et pour tout bien et service[[35]](#footnote-35).

Déjà en XIXème siècle, on pouvait remarquer les pratiques et la politique de la concurrence qui, jusqu’à ce jour ne cessent d’évoluer et d’étendre les notions à travers le monde. Aujourd’hui, la concurrence est l’un des moyens les plus démocratiques dans le monde économique qui permet aux acteurs de ce secteur (économique) la liberté de contracter, de commencer, de circuler et d’entreprendre. Elle autorise largement des comportements humains courants dans un monde ou les ressources sont limitées. Cela peut varier de la simple imitation et compétition sportive a des comportements de rivalité agressive. Dans ces cas, on parle de la concurrence loyale et déloyale respectivement

##### **FONDEMENT**

Alors que, le législateur congolais, en cette matière, veut placer la compétition au centre de cette action pour arriver à encadrer ou à protéger le principe fondamental de la liberté du commerce et de l’industrie. Le système économique congolais étant un système construit sur les règles de la libre concurrence entre ses acteurs, exige en outre que cette concurrence soit loyale. Le droit de la concurrence est assis sur les lois et les règlements, ainsi que les normes jurisprudentielles basées sur le droit civil et le droit commercial visent à combattre les comportements anticoncurrentiels, comme la concurrence déloyale, l’accord prohibé et l’abus de position dominante.

De même que le législateur français a agi de cette manière en donnant une place considérable à la concurrence sur les marchés. De même aussi celui Congolais de l’époque colonial, tout comme du post indépendance a institué le même aspect économique sur les marchés congolais.

* Tout d’abord, en définissant la concurrence déloyale comme « toute action de concurrence qui va à l’encontre des pratiques honnêtes dans le domaine industriel ou commercial », les parties à la Convention d’Union de Paris sur la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1889, plusieurs autres textes de loi sont apparus avec des définitions allant dans le même sens et en déterminant aussi les sanctions pour des tels actes ;
* L’arrêté départemental du 15 juin 1987 portant création et organisation de la commission de la concurrence.

Ces textes de lois ont existé dans le but de réguler la matière économique en ce qui concerne la concurrence sur les marchés congolais.

Parlant des règles, aujourd’hui la loi organique n° 18-020 du 09 juillet 2018 concernant la liberté des prix et à la concurrence a prévu dans son titre comme règles relatives à la concurrence. A cela, le législateur accorde aux personnes publiques le droit de concurrencer les privés sur les marchés congolais.

L’article 26 dispose que « les personnes publiques peuvent intervenir dans le domaine économique en vue de concurrencer l’initiative privée dans les cas ci-après :

1. Insuffisance de l’initiative privée ;
2. Rattachement de l’objet du service à l’exercice d’une attribution légale de la personne publique ;
3. Satisfaction de leurs propres besoins de fonctionnement de service ;
4. Amélioration de prestation des services dans l’intérêt de la population »[[36]](#footnote-36).

Selon cette disposition, l’État, se crée un espace pour exister également dans la sphère économique tout en se mêlant dans le jeu de la concurrence qui constitue une règle majeure du marché pour y conserver un bon déroulement des activités.

En effet, cette loi contient toute une litanie de règles de jeu de la concurrence, tel dans ses articles 28, 30, 31, 32, 33 qui se résument sur le fait que le marché doit être concurrentiel, aucun individu peut en faire le monopole en restreignant le champ pur d’autres opérateurs économiques, la concurrence doit se régner un climat assaini et professionnel.

Toutefois, l’arrêté ministériel portant mesures d’application de la loi précitée, énumère des sanctions prévues en cas de la concurrence déloyale sur le marché pour les récalcitrants. En outre, il fait mention des détails à suivre pour arriver à fixer les prix et à procéder à la concurrence dont il est question.

Pourquoi donc le législateur, dans ses diverses interventions en cette matière emploie toujours le terme « loyal ».

Le mot « loyal**» »** est issu du Latin, *legalis* qui signifie à la fois loyal et légal : la loyauté représente la qualité d’une personne ou d’une chose conforme à la loi, au sens moral ou au sens juridique[[37]](#footnote-37). La loyauté est donc un principe pour le marché économique de notre temps.

Comme en France, la création du conseil de la concurrence est d’une importance capitale. Ce conseil aura des missions spécifiques à remplir dans le marché économique, notamment la fonction Consultative : Le conseil peut faire objet des consultations par le gouvernement, le parlement, les collectivités territoriales les autorités administratives indépendantes, les organisations professionnelles syndicales, les organisations des consommateurs. La saisine est, selon le cas, facultative ou obligatoire[[38]](#footnote-38).

Il est également possible de faire appel au conseil sur des questions de pratiques anticoncurrentielles par les juridictions judiciaires ou administratives, qu’elles soient générales ou spécialisées, lors des affaires qui leur sont présentées[[39]](#footnote-39).

Ainsi, l’idée de la concurrence se veut concrète sur une notion de loyauté et de transparence pour maintenir de la fluidité du marché par l’existence d’une règlementation des pouvoirs publics, au nom du libéralisme. Une réglementation forte, capable de limiter les éventuels abus des commerçants tout comme des personnes publiques qui exercent dans ce domaine sur les consommateurs.

# Chapitre 2ème : DE LA REPRESSION DES INFRACTIONS ET SANCTIONS EN MATIERE DE PRIX ET DE LA CONCURRENCE EN DROIT POSITIF CONGOLAIS

La politique de la République Démocratique du Congo accorde une importance stratégique à la régulation des prix et de la concurrence. Cependant, l’efficacité de cette régulation dépend non seulement de la qualité des normes adoptées, mais également des dispositions de contrôle et de sanction instaurées pour garantir leur application. En effet, sans l’imposition des sanctions tangibles, il existe un danger que les normes juridiques demeurent purement théoriques et n’impactent pas réellement les comportements[[40]](#footnote-40).

Le décret-loi du 20 mars 1961 représente l’un des fondements légaux majeurs en ce qui concerne l’établissement des prix[[41]](#footnote-41). Il envisage des punitions pour ceux qui ne respectent pas les règles de tarification, comme des amendes ou des peines de servitude, sans compter d’autres sanctions supplémentaires telles que la fermeture de l’établissement ou la divulgation de la peine[[42]](#footnote-42).

Au sujet de la concurrence, même si elle est encore assez naissante en RDC, le droit en vigueur envisage des dispositions destinées à combattre les pratiques restrictives, y compris les accords illégaux et les abus. Des structures telles que la commission nationale de la concurrence, établie par l’arrêté Départemental de 1987[[43]](#footnote-43), ont été instituées pour surveiller et sanctionner les pratiques anticoncurrentielles[[44]](#footnote-44).

Ce chapitre vise donc à examiner les normes et sanctions concernant la fixation des prix et la concurrence, puis à formuler une critique sur les contraintes pratiques de leur mise en œuvre et envisage des voies d’amélioration.

Section 1 : APPLICATION DES MESURES REPRESSIVES SUR LE PRIX ET LA CONCURRENCE.

Cette partie vise à examiner l’impact légal et l’application pratique des sanctions prévues par la législation congolaise concernant la régulation des prix et la concurrence. L’objet sera de dévoiler non seulement les règles réglementaires actuelles, mais aussi les procédés institutionnels et procéduraux grâce auxquels ces actions sont supposées assurer l’application des normes économiques et décourager les comportements anormaux sur le marché.

Dans un premier temps, nous allons étudier les règles particulières qui régissent la détermination des prix et la concurrence libre, ainsi que les punitions prévues pour ceux qui enfreignent ces règles. L’examen reposera sur les textes de loi majeurs, en particulier le Décret-loi du 20mars 1961 qui touche à la régulation des prix et aux mesures relatives à la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles.

Ensuite, nous discuterons des problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre concrète de ces sanctions, en prenant notamment en compte les insuffisances institutionnelles, l’insuffisance des ressources des autorités responsables et les difficultés relatives à la considération des acteurs économiques.

§1 : Analyse des règles et sanctions applicables en matière de prix et de concurrence

En République Démocratique du Congo, le législateur a mis en place un dispositif juridique pour encadrer le comportement des acteurs économiques notamment en matière de prix et de concurrence L’objectif est de maintenir un équilibre entre les intérêts des consommateurs, ceux des acteurs économiques et la stabilité du marché intérieur.

Pour ce qui est du contrôle des prix, le Décret-loi du 20 mars 1961 constitue un pilier essentiel en matière de supervision économique[[45]](#footnote-45). Il proscrit fermement toute détermination illégale ou spéculative des tarifs et prévoit des peines lourdes :

* Emprisonnement pouvant aller jusqu’à cinq ans et amendes susceptibles d’atteindre 300.000 fc, accompagnées des sanctions additionnelles telles que la fermeture de l’établissement ou la divulgation du verdict[[46]](#footnote-46). Ces sanctions ont pour objet de punir des actions, à savoir : l’augmentation fictive des prix, la conservation délibérée du stock, le camouflage de produits...

Malgré l’établissement des bases légales, leur mise en application rencontre des obstacles. Par conséquent, l’effet dissuasif des sanctions préconisées s’amoindrit. Il faudrait alors renforcer l’autorité de l’Etat pour gérer les relations économiques. De cette façon, l’on se serait concentré sur l’efficacité institutionnelle. Même si le droit positif congolais évolue, il y a certains textes qui avaient déjà défini des normes essentielles sur la concurrence, en l’occurrence l’arrêté Départemental de 1987.

Il interdit les accords anticoncurrentiels, l’abus d’une position dominante, les pratiques discriminatoires ainsi que toute forme de contrainte artificielle à la libre concurrence.

Toutefois, sans une autorité de régulation pleinement opérationnelle, ces règles demeurent largement théoriques. D’après G. MAKUNGU MWEWA et al. , l’application des sanctions économiques est toujours entravée par un manque de coordination entre les tribunaux civils et commerciaux, ainsi que par l’inefficacité des instances judiciaires[[47]](#footnote-47).

Par ailleurs, l’efficacité des sanctions repose non seulement sur leur rigueur, mais également sur leur prévisibilité, leur promptitude et leur mise en œuvre effective. C’est un défi constant pour la RDC dont les institutions de supervision économique sont fréquemment entravées par des ressources humaines et techniques inadéquates.

§2 : Contraintes pratiques.

La simple existence d’un cadre législatif rigoureux ne garantit pas à elle seule le succès dans la lutte contre les infractions relatives aux prix et à la concurrence. En RDC, certains obstacles institutionnels, logistiques, économiques et socioculturels empêchent la mise en pratique des dispositions législatives.

Du point de vue institutionnel, la carence d’institutions de contrôle est un frein significatif. Les organismes chargés de la régulation économique font face au manque de personnel qualifié, au manque d’équipements et de moyens de transport. Cela rend le suivi des marchés plus compliqués, surtout dans les zones rurales ou les régions reculées. Par ailleurs, la collaboration entre les juridictions commerciales, le procureur et les entités administratives est fréquemment insatisfaisante.

En outre, il existe un déficit de sensibilisation au sein des acteurs économiques. Beaucoup de personne ne sont pas familière avec les textes juridiques. Cela incite à des actions illégales par méconnaissance plutôt que par intention frauduleuse. Cette situation, mise en lumière par Tony MWILA SASHI dans l’étude des délits économiques, nécessite un engagement constant pour diffuser le droit économique auprès des commerçants et des sociétés[[48]](#footnote-48).

De plus, on dénonce souvent la corruption et l’impunité comme des éléments qui sapent l’efficacité de l’action répressive. Certains inspecteurs mal payés se laissent influencer ; voilà qui compromet l’objectivité et la rigueur de leurs contrôles. Cela engendre un environnement de tolérance envers les actes frauduleux, diminuant ainsi l’impact des lois.

Aussi, l’insuffisance de statistiques économiques crédibles complique l’évolution des résultats des politiques répressives. En l’absence de données précises concernant le nombre d’infraction, les sommes récupérées ou les peines prononcées, il devient difficile d’ajuster les politiques publiques de façon ciblée et efficace[[49]](#footnote-49).

Il est donc évident que l’efficacité des actions répressives dépend aussi bien de la robustesse du cadre légal que de la compétence institutionnelle pour les appliquer ; cela appelle à une analyse critique et à des suggestions précises pour une amélioration pérenne.

* Les manques de données fiables.

L’insuffisance de statistiques économiques exactes complique l’appréciation de la performance des mesures répressives, ce qui gêne l’évolution des tactiques de régulation[[50]](#footnote-50).

* La complexité des réseaux de distribution.

L’augmentation non contrôlé d’intermédiaires dans le réseau de distribution favorise une hausse des coûts, échappant parfois au contrôle des autorités compétentes[[51]](#footnote-51).

Donc, l’efficacité des mesures répressives dépend aussi bien de la force du cadre juridique que de la capacité institutionnelle à les appliquer. Pour ce faire, il faut restructurer de manière complète des mécanismes de contrôle économique.

## Section 2 : Analyse critique et perspectives

Malgré l’existence d’un corpus des règles répressives dans la législation congolaise destiné à réguler les comportements relatifs aux prix et à la concurrence, il sied de noter que leur application réelle suscite des vives critiques. Beaucoup d’écrivains s’accordent à noter l’écart entre la norme écrite et la réalité économique du pays. La législation punitive en matière économique, comme elle est mise en œuvre en RDC, n’est pas suffisamment ajustée aux dynamiques actuelles du marché et présente de nombreuses faiblesses tant au niveau institutionnel que normatif[[52]](#footnote-52).

Jean MASIALA MUANDA, dans son ouvrage « Fondamentaux du droit congolais de concurrence » met en en évidence que l’actuelle répression repose sur des lois parfois obsolètes ou mal coordonnées, qui échouent à gérer efficacement les pratiques anticonstitutionnelles sophistiquées telles que les accords clandestines ou les abus de position dominantes. De plus, l’efficacité des mesures répressives est d’avantage fragilisée par l’insuffisance d’une supervision économique robuste et l’absence d’une autorité administrative indépendante spécifiquement dédiée à la concurrence.

Cette partie vise donc à analyser d’abord les critiques visant le système en place, puis à suggérer des voies de réforme qui pourraient améliorer la crédibilité et l’efficacité du droit congolais dans ce domaine.

Un regard critique sur le système mis en place d’une part et la suggestion des voies de reforme pouvant améliorer la crédibilité et l’efficacité du droit congolais dans ce domaine d’autre part, retiendront notre attention.

§1. Regard critique

L’examen du dispositif répressif concernant les prix et la concurrence dans le droit congolais met en évidence de nombreuses lacunes aussi bien normatives qu’institutionnelles. Pour commencer, la majorité des textes juridiques actuels remontent aux années 1960, à l’image du Décret-loi relatif à la réglementation des prix du 20 mars 1961. Cependant ces normes, pensées dans un environnement économique principalement différent, ne s’accorde plus aux exigences du marché actuel, dont la mondialisation et la complexité des techniques anticoncurrentielles sont les caractéristiques principales. Les dispositions normatives en rapport aux abus de position dominante ou aux ententes restrictives demeurent floues et difficiles à appliquer.

Ainsi donc, les sanctions souffriront par une mise en application suite à la faiblesse continue des entités responsables de leur mise en œuvre. Selon Starmans BOFOE LOKUNGA, les services de contrôle souffrent d’un manque d’autonomie, de compétence technique et de moyens adéquats, ce qui limite l’impact de leurs actions, notamment face à des entreprises influentes ou bénéficiant d’une protection politique[[53]](#footnote-53). De plus, l’absence de statistique et d’informations économiques sure entrave toute appréciation impartiale de l’efficacité des actions répressives. De plus, l’absence d’une autorité administrative indépendante, semblable à une Autorité de la concurrence, représente un manque significatif. Dans plusieurs pays, cette entité assume les fonctions de surveillance, d’investigation et de sanction. En RDC, cette responsabilité est répartie entre diverses entités, conduisant à des superpositions de compétences, un flou des responsabilités et une diminution de l’efficacité[[54]](#footnote-54).

Finalement, les interventions politiques ou les arrangements informels comportent fréquemment l’application des lois contre les pratiques anticoncurrentielles. Parfois, l’existence des relations entre certains acteurs économiques et les autorités publiques peut compromettre l’objectivité des inspections et l’application équitable des pénalités[[55]](#footnote-55). Au regard de ces observations, il est essentiel d’effectuer une réforme radicale du système pour renforcer la crédibilité et l’efficacité de la répression des délits

§2. Perspectives.

Pour améliorer le système de sanction des infractions liées aux prix et à la concurrence en RDC, il est nécessaire d’effectuer une série de réformes législatives, institutionnelles et culturelles. Il est primordial de mettre en place une législation plus cohérente et à jour. Bien que la loi n°18/020 du 9juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence soit d’une grande importance, elle devrait être enrichie par des documents d’application plus détaillés, particulièrement en ce qui concerne les procédures des vérifications, l’échelle des sanctions et les processus de contestation. BOFOE propose que l’élaboration d’un code de droit pénal économique améliorerait la clarté des sanctions[[56]](#footnote-56).

Par la suite, il est essentiel de renforcer les institutions appropriées. Cela nécessite la dotation des autorités de contrôle économique en matériels appropriés, renforcement des capacités à assurer la mise à niveau ou mieux à assurer la formation continue des fonctionnaires de l’Etat et l’établissement d’une juridiction spécialisées dans le domaine du droit économique. D’après M.KASONGO MBUYI, l’efficacité des sanctions est largement tributaire de l’autonomie des entités responsables de leur application[[57]](#footnote-57). Par ailleurs, il est crucial la sensibiliser des intervenants économiques et des consommateurs à la légalité des pratiques commerciales. Il faudra une nouvelle culture qui respecte les règles de la concurrence. Cela ne pourra se réaliser que dans la mesure où les acteurs économiques assumeront leur rôle dans un marché équitable et transparent.

Tout compte fait, la coopération régionale et mondiale, principalement avec la CEMAC, la COMESA ou l’OMS, contribuera à standardiser les règles et à lutter au niveau transfrontalier contre les actes anticoncurrentiels. Par conséquent, une stratégie globale, associant reforme juridique, renforcement des institutions et éducation économique, semble essentielle pour améliorer l’efficacité de la répression des crimes économiques en RDC.

CONCLUSION.

Ce travail de fin de cycle s’inscrit dans un processus de réflexion sur les dispositifs légaux de régulation économique en République Démocratique du Congo, à travers l’analyse des délits et des pénalités relatives aux prix et à la concurrence. L’objectif a été d’examiner le contexte juridique en place, de déceler ses contraintes et de suggérer des voies d’amélioration pour favoriser un marché davantage équilibré, juste et compétitif.

L’introduction pose les fondations de ce sujet en mettant l’accent sur l’importance de la régulation économique dans les Etats modernes. Une concurrence libre et la transparence tarifaire sont des éléments cruciaux pour un marché sain ; cependant, ils requièrent une régulation normative de l’Etat afin de prévenir les abus, de combattre les comportements anticoncurrentiels et de sauvegarder les consommateurs. Dans le contexte de la RDC, cette exigence est d’autant plus urgente étant donné que l’économie y demeure exposée à plusieurs distorsions, notamment celles qui découlent de la fragilité institutionnelle et de l’instabilité juridique.

Le premier chapitre s’est concentré sur la règlementation relative aux prix et à la concurrence. On peut identifier deux phases distinctes : l’avant et l’après adoption de la loi n°18/020 du 9 juillet 2018. Avant cette réorganisation, le cadre règlementaire était caractérisé par une intervention significative de l’Etat, comportant un mécanisme d’établissement des prix et une culture concurrentielle plutôt faible. La législation de 2018 a instauré un nouveau modèle, valorisant la liberté des prix tout en régulant cette dernière grâce à des dispositifs de vérification postérieure. De plus, la loi pose les fondements d’un droit de la concurrence moderne en précisant distinctement les actions interdites comme les accords illégaux, l’exploitation d’une position dominante ou les fusions anticoncurrentielles.

Le second chapitre s’est attelé sur la répression des crimes économiques et les sanctions établies par la loi congolaise. Il parait que la loi met en place un cadre juridique assez exhaustif, aussi bien sur le plan administratif que pénal. Cependant, son efficacité est entravée par des obstacles pratiques : pénurie de ressource, faible spécialisation des tribunaux, lenteur administrative et manque de sensibilisation des acteurs économiques.

Une analyse critique a ouvert la voie à des suggestions de réforme pratiques, y compris l’établissement des tribunaux économiques, l’accroissement des prérogatives de l’Autorité de régulation, l’expansion des outils de preuve et une coordination interinstitutionnelle améliorée.

En définitive, cette étude illustre une intention législative de modernisation et de rationalisation de l’économie congolaise. Toutefois, cette aspiration nécessite d’être appuyée par une mise en œuvre rigoureuse et cohérente. Sans cela, les objectifs de justice économique, d’équité et de développement durable resteront hors de portée. La répression des délits doit s’appuyer sur une stratégie punitive, mais également prendre en compte des éléments dissuasifs et pédagogiques pour instaurer une culture d’équité dans le domaine économique.

# BIBLIOGRAPHIE

* + 1. **TEXTES JURIDIQUES**

1. **Internationaux**

* La Déclaration universelle des droits de l'Homme, Paris, 10 décembre 1948.
* Code Larcier - Tome III - *Droit commercial, économique et financier*: tome III, V1, Ed. Larcier, Paris, 2018

1. **Nationaux**

Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée par la loi n°11/002 du 11 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, in J.O de la RDC, 52è année, numéro spécial, février 2011 ;

Loi organique n° 18-020 du 09 juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence, JORDC, numéro spécial, 5 avril 2019.

Décret-loi du 20 mars 1961 portant sur la règlementation des prix en RDC, in M. C., 1961.

Arrêté Départemental n° DENI/CAB/06/013/87 du 26 mai 1987 portant création et fonctionnement de la commission de la concurrence au Zaïre, JOZ, n°12, 15 juin 1987.

* + 1. **OUVRAGES**
* ANDERSON R., *Les sanctions en matière de réglementation des prix*, PUSL, Paris, 2014.
* BAYARD F., FIDENSON P. et RIGAUDIERE A., *Genèse des marchés*, éd. OpenEdition Books, 2015.
* GRYNFOGEL C., *Droit communautaire de la concurrence,* édition Lextenso, Paris, 2008 ;
* KASONGO MBUYI M., *Droit Economique et Développement en Afrique Centrale*, Éditions universitaires Africaines, Kinshasa 2017, 2017.
* LECOMPTE T., *Le commerce équitable*, Ed Eyrolles pratique, 2004.
* MAKUNGU MWEWA G., *Droit pénal économique congolais*, presses universitaires du Congo, Kinshasa, 2018.
* MASAMBA MAKELA Jr., *La protection des consommateurs en droit zaïrois*, édition De Boeck, Bruxelles, 1984.
* MASIALA MUANDA J., *Fondamentaux du Droit Congolais de la concurrence*, L’Harmattan, Paris, 2021.

MUTAMBA LUKUSA G.*, Congo/Zaire : la faillite d’un pays, déséquilibré macro-économie et ajustement (1988-1999),* L’Harmattan, Paris, 1999.

* MWILA SASHI T., *Droit économique congolais*, éditions universitaires Africaines, Kinshasa, 2019.

NGAL G.*, Reconstruire la RDC-Congo : Un projet de société,* éditionL’Harmattan, Paris, 2006.

* SAUVY A.*, La morale et l’efficacité ‘’le socialisme en liberté’’,* édition Denoel, Paris, 1970.
* SILEM A. ET ALBERTINI J.-M., *Lexique d’économie*, édition Dalloz, Paris, 2014.
* SRAER D., *Les vertus de la concurrence*, édition Fondapol, Paris, 2010.

VALETTE J.-P., *Droit Public Economique*, édition Hachette Supérieur, Paris, 2021.

**ARTICLES**

CHARBONNIER W., « La loyauté : de la règle morale au principe juridique »***,*** *Revue Juridique de l’Ouest*, 2012-3, pp. 327-342

HOJ J., GALASSO V., NICOLETTI G. et Thai-Thanh DANG, *Analyse empirique des facteurs d’économie politique influant sur les réformes structurelles dans l’OCDE,* *Revue économique de l’OCDE*, n°42, 2006/1, pp. 97-154.

* + 1. **NOTES DE COURS**
* NGOY NDJIMBU L.,Notes de cours de réglementation de prix*,* Université de LUBUMBASHI*,* année académique 2014-2015;
* MPALALE BACISHOGA A., La répression des fraudes commerciales sur le prix, 2022 ; Université de LUBUMBASHI
* KATAMBWE MALIPO G., Précis de droit civil : les contrats usuels, PUL, Lubumbashi, 2011 ;

KUMBU KI NGIMBI J-M, *Notes de droit de législation en matière économique*, édition 2ème, Kinshasa, 2009 ;

* KAKULE SIVAMWENDA*, La répression des infractions économiques*, 2012 ;
* WANGALA Y., *De la problématique de la libération des prix en droit positifs congolais*, 2018.
  + 1. **WEBOGRAPHIE**

[**https://www.cnrtl.fr/portail/**](https://www.cnrtl.fr/portail/)***.*** Consulté le 13/07/2023 à 14h

Laurent DUFOUR, *Fiche pratique Gestion : Comment calculer un prix de vente*, édition leblogdudirigeant.com, 2013.

TABLE DES MATIERES

[INTRODUCTION 6](#_Toc209441454)

[1. POSITION DU PROBLEME 6](#_Toc209441455)

[1.2 Problématique 7](#_Toc209441456)

[1.3 Hypothèses 8](#_Toc209441457)

[3.1. Sur le plan théorique 9](#_Toc209441458)

[3.2. Sur le plan pratique 10](#_Toc209441459)

[4. Méthodes et techniques de recherche 10](#_Toc209441460)

[4.2 Techniques 10](#_Toc209441461)

[5. Délimitation du sujet 11](#_Toc209441462)

[Chapitre 1er : LA REGLEMENTATION DE PRIX ET DE LA CONCURRENCE EN DROIT CONGOLAIS 12](#_Toc209441463)

[Section 1 : Des règles applicables à la fixation de prix 12](#_Toc209441464)

[§ 1 : De la règlementation du régime antérieur à 2018 14](#_Toc209441465)

[§2 De la réglementation du prix après la loi de 2018 16](#_Toc209441466)

[Section 2 : Du principe de la concurrence en droit congolais 16](#_Toc209441467)

[§1 De la concurrence selon l’ordonnance-loi 1950 17](#_Toc209441468)

[§2 De la concurrence selon la loi de 2018 18](#_Toc209441469)

[Chapitre 2ème : DE LA REPRESSION DES INFRACTIONS ET SANCTION EN MATIERE DE PRIX ET DE LA CONCURRENCE EN DROIT POSITIF CONGOLAIS 24](#_Toc209441470)

[Section 1 : APPLICATION DES MESURES REPRESSIVES SUR LE PRIX ET LA CONCURRENCE 25](#_Toc209441471)

[§1 : Analyse des règles et sanctions applicables en matière de prix et de concurrence 25](#_Toc209441472)

[§2 : Contraintes pratiques 26](#_Toc209441473)

[Section 2 : Analyse critique et perspectives 28](#_Toc209441474)

[§1. Regard critique 28](#_Toc209441475)

[§2. Perspectives 29](#_Toc209441476)

[CONCLUSION 31](#_Toc209441477)

[BIBLIOGRAPHIE 33](#_Toc209441478)

1. Montesquieu, *De l’esprit des lois*, 1748 [↑](#footnote-ref-1)
2. Article 34 alinéa 3 : Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée par la loi n°11/002 du 11 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo, in JORDC, numéro spécial, février 2011. [↑](#footnote-ref-2)
3. Article 35 alinéas 2 et 3 :Constitution du 18 février 2006, préc. [↑](#footnote-ref-3)
4. Jr. MASAMBA MAKELA, *La protection des consommateurs en droit zaïrois,* De Boeck, Bruxelles, 1984, p.89. [↑](#footnote-ref-4)
5. C. GRYNFOGEL, *Droit communautaire de la concurrence 3e édition*, Lextenso, Paris, 2008, p.8. [↑](#footnote-ref-5)
6. C. GRYNFOGEL, *Droit communautaire de la concurrence*, pp.8-9. [↑](#footnote-ref-6)
7. Art. 25 al. 1er: Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, Paris, 1948. [↑](#footnote-ref-7)
8. C. GRYNFOGEL, *Droit communautaire de la concurrence*, p. 473. [↑](#footnote-ref-8)
9. L. NGOY NDJIMBU,Notes de cours de réglementation de prix,Université de LUBUMBASHI, 2014-2015, p,2. [↑](#footnote-ref-9)
10. *Ibidem,* p,1. [↑](#footnote-ref-10)
11. L. DUFOUR, *Fiche pratique Gestion : Comment calculer un prix de vente*, in www.leblogdudirigeant.com, 2013, (consulté le 20 avril 2025). [↑](#footnote-ref-11)
12. LARCIER, *Le code larcier, Droit commercial et économiqu****e****,* tome III, V1, Ed. Afrique, 2003. [↑](#footnote-ref-12)
13. J. HOJ, V. GALASSO, G. NICOLETTI et Thai-Thanh DANG, *Analyse empirique des facteurs d’économie politique influant sur les réformes structurelles dans l’OCDE,* éd. Revue économique, 2006, p. 76. [↑](#footnote-ref-13)
14. Article 272 : Code civil Congolais livre III [↑](#footnote-ref-14)
15. G. KATAMBWE MALIPO, *Précis de droit civil : les contrats usuels,* PUL, Lubumbashi, 2011, p. 123. [↑](#footnote-ref-15)
16. *Ibidem.* [↑](#footnote-ref-16)
17. *Ibidem.* [↑](#footnote-ref-17)
18. Jr. MASAMBA MAKELA , *La protection des consommateurs en droit zaïrois*, pp.86-87. [↑](#footnote-ref-18)
19. G. MPINDI-MBENSA KIFU, *Le droit zaïrois de la consommation*, p.171. [↑](#footnote-ref-19)
20. G. NGAL*, Reconstruire la RDC-Congo. Un projet de société,* L’Harmattan, Paris, 2006, p. 10. [↑](#footnote-ref-20)
21. Tristan LECOMPTE*, Le commerce équitable,* Eyrolles*,* 2004, p 87. [↑](#footnote-ref-21)
22. MPINDI-MBENSA KIFU G**.,** *Le droit zaïrois de la consommation* , p.203. [↑](#footnote-ref-22)
23. Jr. MASAMBA MAKELA Jr., *La protection des consommateurs en droit zaïrois*,p.109 [↑](#footnote-ref-23)
24. G. MUTAMBA LUKUSA*, Congo/Zaire. La faillite d’un pays, déséquilibre macro-économie et ajustement (1988-1999)****,*** L’Harmattan, Paris, 1999,p 18. [↑](#footnote-ref-24)
25. J.-M. KUMBU KI NGIMBI, *Notes de droit de législation en matière économique*, 2è éd., 2009, p, 18. [↑](#footnote-ref-25)
26. *Ibidem*. [↑](#footnote-ref-26)
27. [**https://www.cnrtl.fr/portail/**](https://www.cnrtl.fr/portail/)***,*** Consulté le 13/07/2023.’ [↑](#footnote-ref-27)
28. D. SRAER, *Les vertus de la concurrence*, éd. Fondapol, Paris, 2010, p. 8. [↑](#footnote-ref-28)
29. Article 1 : *Loi organique n°18-020 du 09 juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence*. [↑](#footnote-ref-29)
30. J-P VALETTE, *Droit public économique*, Ed. Hachette Supérieur, Paris, 2021, p, 128. [↑](#footnote-ref-30)
31. G. NGAL*, Reconstruire la RDC-Congo*…, p. 10. [↑](#footnote-ref-31)
32. A. SAUVY*, Le socialisme en liberté,* Ed Denoel, Paris, 1970, p. 14. [↑](#footnote-ref-32)
33. Art. 4 : *Loi organique n°18-020 du 09 juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence* [↑](#footnote-ref-33)
34. F. BAYARD, P. FIDENSON et A. RIGAUDIERE, *Genèse des marchés*, éd. OpenEdition Books, 2015, p. 12. [↑](#footnote-ref-34)
35. A. SILEM et J-M. ALBERTINI, *Lexique d’économie*, 13è éd. Dalloz, Paris, 2014, p, 207. [↑](#footnote-ref-35)
36. Art. 26 : *Loi organique no 18-020 du 09 juillet 2018 relative à la liberté des prix,* préc*.* [↑](#footnote-ref-36)
37. W. CHARBONNIER, « La loyauté : de la règle morale au principe juridique »***,***in *Revue Juridique de l’Ouest*, Paris, 2012-3, p, 1. [↑](#footnote-ref-37)
38. J.-P. VALETTE, *Droit Public Économique*, p. 139. [↑](#footnote-ref-38)
39. *Ibidem.* [↑](#footnote-ref-39)
40. R. MASAMBA MAKELA, *Droit pénal économique*, 2006, p. 224. [↑](#footnote-ref-40)
41. Décret-loi du 20 mars 1961 portant sur la règlementation des prix en RDC. [↑](#footnote-ref-41)
42. A. MPALALE BACISHOGA, *La répression des fraudes commerciales sur le prix*, mémoire en droit, 2022. [↑](#footnote-ref-42)
43. Arrêté Départemental n° DENI/CAB/06/013/87 du 26 mai 1987 portant sur la création et le fonctionnement de la commission de la concurrence. [↑](#footnote-ref-43)
44. KAKULE SIVAMWENDA, *La répression des infractions économiques,* mémoire en droit, 2012. [↑](#footnote-ref-44)
45. Décret-loi du 20 mars 1961 portant sur la réglementation des prix. [↑](#footnote-ref-45)
46. St. BOFOE LOKANGU, *Droit économique congolais*, L’Harmattan, Kinshasa, 2023, p. 345. [↑](#footnote-ref-46)
47. G. MAKUNGU MWEWA, *Droit pénal économique congolais*, Presses Universitaire du Congo, Kinshasa, 2018, pp. 112-115. [↑](#footnote-ref-47)
48. T. MWILA SASHI, *Droit économique congolais*, Éditions universitaires Africaines, Kinshasa, 2019. [↑](#footnote-ref-48)
49. R. ANDERSON, *Les sanctions en matière de réglementation des prix*, PUSL. Paris, 2014 [↑](#footnote-ref-49)
50. J. MASIALA MUANDA, *Fondamentaux du Droit Congolais de la concurrence*, L’Harmattan, Paris, 2021. [↑](#footnote-ref-50)
51. Y. WANGALA, *De la problématique de la libération des prix en droit positifs congolais*, Lubumbashi, 2018. [↑](#footnote-ref-51)
52. St. BOFOE LOKANGU, *Droit Pénal Economique congolais*, préc. [↑](#footnote-ref-52)
53. St. BOFOE LOKANGU, *Droit Pénal Economique Congolais*, préc. [↑](#footnote-ref-53)
54. G. MAKUNGU MWEWA et Al, *Droit Pénal Economique Congolais*, Presse universitaire du Congo, Kinshasa, 2021. [↑](#footnote-ref-54)
55. Y. WANGALA, *De la problématique de la libération des prix* …, [↑](#footnote-ref-55)
56. St. BOFOE LOKANGU, *Droit Pénal Economique Congolais*, préc. [↑](#footnote-ref-56)
57. M. KASONGO MBUYI, *Droit Economique et Développement en Afrique Centrale*, Éditions universitaires Africaines, Kinshasa 2017, p. 277. [↑](#footnote-ref-57)